

Il y a 50 ans, le Walen Buiten scellait le sort de l'UCL unitaire

Janvier 1968. Louvain s'enflamme aux cris du « Walen Buiten ». Cette énième poussée de fièvre conduit à la scission de l'Université catholique de Louvain. Sa section francophone doit quitter la Flandre.

Le 14 janvier 1968, la tension est subitement montée de plusieurs crans. Le conseil académique francophone de l'Université catholique de Louvain a confirmé son intention de rester en Flandre, tout en investissant dans de nouvelles implantations du côté francophone du pays. En réaction, des étudiants et des professeurs flamands ont défilé dès le lendemain dans les rues de Louvain aux cris de « Walen Buiten ». Sur les calicots, on a pu à nouveau lire « Walen go home ». Des militants du VMO, une milice d'extrême droite, ont tendu un salut nazi.

Cette énième poussée de fièvre sera fatale. Il y a un bout de temps déjà que la scission de la très honorable Université catholique de Louvain est dans l'air. Mais cette fois, le nationalisme flamand va lui porter le coup de grâce. Commencées le 15 janvier, des manifestations secouent Louvain jour après jour. Des bagarres éclatent avec la gendarmerie. Les bureaux du rectorat sont incendiés. La situation devient ingérable. Le gouvernement Van den Boeynants jette l'éponge le 7 février. Fondée en 1425 avec la bénédiction du pape Martin V,

l'université unitaire a vécu. Sa section francophone doit quitter la Flandre. 17 milliards de francs sont prévus par le gouvernement pour son transfert vers Ottignies. Le 2 février 1971, la première pierre de Louvain-la-Neuve est posée sur la commune brabançonne.

Les tensions communautaires traversent le pays depuis la seconde moitié du XIX^e siècle

Francophones versus Flamands : les tensions communautaires traversent le pays depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. La Seconde Guerre mondiale et la répression ont stoppé momentanément le Mouvement flamand. Très vite, toutefois, le feu reprend. En 1954, la Volksunie conquiert un premier siège. Elle milite pour l'amnistie des collaborateurs et exige un Etat fédéral à deux composantes, avec Bruxelles Capitale comme district fédéral. Le Vlaamse Volksbeweging mène des actions contre la francisation progressive de l'agglomération bruxelloise. Il organise plusieurs marches flamandes sur Bruxelles

en 1961 et en 1962. En face, le mouvement wallon se durcit à la faveur de la grande grève de 1960-1961.

Le 6 avril 1962, une loi dessine très précisément la frontière linguistique qui va s'étirer d'est en ouest à travers le pays, consacrant l'homogénéité linguistique de chaque région. Bruxelles devient bilingue. Un « régime des facilités » est créé au profit des habitants des six communes entourant la capitale.

Dans cette nouvelle configuration, il n'y a rien d'étonnant à ce que les flaminguants réclament le transfert de la section francophone de l'Université catholique de Louvain en terres wallonnes.

Celle-ci est un caillou dans la chaussure d'une certaine Flandre. En 1967, des manifestations éclatent à Louvain aux cris de « Walen Buiten » et de « Leuven Vlaams ». Le futur de l'université divise tout le monde, y compris les évêques. Encore quelques mois et le divorce sera consommé. Le 18 septembre 1968, le plan de transfert pour la section francophone est approuvé.

On le sait aujourd'hui, certains acteurs de

l'époque ont anticipé la scission de l'UCL. Dès 1962, le bourgmestre d'Ottignies, Yves du Monceau de Bergendael, a pris contact avec Mgr Van Waeyenbergh, le recteur de l'université louvaniste. L'implantation de la section francophone de l'UCL en terres brabançonnaises a été évoquée. En 1963, les sections francophone et néerlandophone de l'université ont été scindées. Mais rien n'y a fait. Ce n'était pas assez.

Prendre les devants réussira mieux à l'Université libre de Bruxelles. Le 1^{er} octobre 1969, l'ULB se dédoublera à son tour en deux sections distinctes. ■

PASCAL MARTIN

Louvain-la-Neuve « Un moteur de renouveau »

ENTRETIEN

Et si, avec le recul, les manifestations flamigantes dans les rues de Louvain furent la meilleure chose qui soit arrivée non seulement à l'UCL, mais à la Wallonie ? L'hypothèse est certes provocatrice, mais quand on voit le pôle de compétences et de développement scientifique, technologique et culturel qu'est devenu, *ex nihilo*, Louvain-la-Neuve, elle mérite d'être posée. Nous l'avons testée face à l'historien et perspectiviste Philippe Destatte, directeur de l'Institut Jules Destrée et titulaire du cours d'histoire de Belgique à l'Université de Mons.

Les francophones ont-ils été pris de court en janvier 68 ?

Disons que l'action des étudiants flamands en 1968 a surtout permis de convaincre le PSC-CVP et le monde catholique encore très unitaire que « le moment était venu ». Mais dans les faits, certains concevaient le projet d'une université en Wallonie depuis la fin des années 50 et dès 1962, le bourgmestre d'Ottignies, Yves du Monceau de Bergendal, et l'administrateur général de l'UCL, Michel Watrin, proposaient une implantation à Ottignies. De son côté, à la même époque, une personnalité emblématique comme le chanoine Leclercq plaida pour que l'Université de Louvain sorte de ses problèmes linguistiques « par le haut ». Et pour lui, c'était s'inspirer du modèle de l'Université de Californie, qui était une université qui n'était pas liée à une ville mais à un pays, un Etat, avec des implantations multiples, et qui avait une vocation internationale. C'est intéressant, parce que cela montre que derrière des problèmes linguistiques que l'on peut juger comme « des margailles belgo-belges », un certain nombre de personnes – on pourrait aussi citer Robert Royer, le président de Rénovation wallonne – rêvaient, avec une ambition extraordinaire, de réaliser tout à fait autre chose. Et ce que l'on constate aujourd'hui, c'est que c'est ça qui s'est passé, même si le « polycentrisme » ne sera réalisé que dans un deuxième temps, à Mons, Tournai, Charleroi, Woluwe et Saint-Gilles.

Début 68, l'idée que l'UCL et la KUL divorcent n'est pourtant pas passée comme une lettre à la poste...

Il y a toute la logique des évêques, toute la logique du rapport entre Jan Verroken (président du groupe CVP à la

Chambre en 68, souvent présenté comme l'homme du slogan « Walen buiten », NDLR) et Paul Vanden Boeynants (premier ministre PSC), des gens qui vont freiner, parce qu'ils s'imaginent mal, au nom d'une vision très unitaire, que l'on puisse casser ce symbole de la Belgique autant que du catholicisme... Mais au fond, ce qui se réalise correspond bel et bien à une volonté tant flamande que francophone. On estimait par ailleurs, depuis le début des années 60 que cela coûterait entre 5 et 15 milliards de francs belges – 17 milliards seront finalement mis sur la table – ce qui constituait un frein aussi...

Le traumatisme de la séparation (habituellement illustré par le fameux partage des ouvrages de la bibliothèque centrale de Louvain, en 1971, sur la base des cotes paires pour l'UCL et impaires pour la KUL) a-t-il été réel ou exagéré ?

Ce traumatisme est une réalité pour un certain nombre de gens qui l'ont vécu. Les affrontements ont quand même été extrêmement durs. Il y a eu une vraie violence, y compris entre des gens qui étaient liés par une foi commune mais qui ne parvenaient pas à s'entendre. Mais il y a eu aussi de l'émulation :

« On va leur montrer... », ce qui s'est révélé une concurrence intéressante, car elle a poussé chacun dans sa capacité d'aller plus loin. Et puis d'autre part, UCL et KUL ont su garder des liens privilégiés. Il suffit de voir, aujourd'hui, les programmes de recherche et les doctorats, où on se parle dans les deux langues, à Louvain-la-Neuve, en collaboration avec des gens de la KUL, sans aucun état d'âme...

Une occasion ratée, tout de même, de créer une grande université pluraliste en Wallonie ?

C'est une idée intéressante, qui a été très portée dans les années 60, comme une alternative, en disant : « Ça va coûter trop cher d'installer une université catholique, faisons plutôt une université pluraliste dans une zone localisée entre Bruxelles, Charleroi et Wavre »... Mais en même temps, cela faisait très peur aux Flamands aussi, parce que toute implantation dans une zone trop proche de la frontière linguistique déclenchait chez eux l'idée qu'on allait développer la logique de la « tache d'huile » francophone autour de Bruxelles.

À l'époque, outre le Brabant wallon, on étudia la possibilité d'implanter l'univer-

sité dans le Hainaut. Quand on voit ce qu'est devenue la région d'Ottignies, on peut se demander comment aurait pu évoluer une région comme Charleroi...

Il y avait effectivement une grande ambition d'aller dans le Hainaut de la part du comité mis en place pour arrêter un lieu d'implantation, mais c'est manifestement le manque d'enthousiasme et d'accueil des laïcs et des socialistes qui a fait qu'on y a renoncé. Pour répondre à votre question, si on fait cette uchronie, on peut aussi se demander si le dynamisme de Louvain-la-Neuve aurait pu se réaliser à Charleroi, ou s'il n'aurait pas été étouffé...

En 1972, Paul Lévy, qui était à l'époque doyen de la Faculté des sciences économiques, disait avec un certain lyrisme : « Jamais plus qu'aujourd'hui, la Wallonie n'a eu besoin de l'affection et du travail de tous ses fils. Centrée sur Louvain-la-Neuve, la nouvelle université sera le moteur du renouveau ». De fait, il y a tout un écosystème qui s'est mis en place autour de Louvain-la-Neuve, un peu lié à un modèle qui nous vient de Finlande : ce qu'on appelle « les Jardins de l'innovation », et dont le Brabant wallon garde l'ensemble des caractéristiques. On a mobilisé là, 6% du PIB du Brabant wallon. Au niveau européen, il n'y a qu'à Londres et à Helsinki qu'on fait aussi bien. Et le taux de diplômés de l'enseignement supérieur y est le plus élevé d'Europe, soit 41% parmi les 25-64 ans, selon le dernier rapport européen sur la cohésion, qui date d'il y a trois mois. Évidemment, cet écosystème n'est pas uniquement lié à l'université : une firme comme GSK joue un rôle similaire. Mais cet écosystème joue bel et bien un rôle intéressant et peut constituer, par rapport à la Wallonie, un modèle qui est en train de s'étendre vers Hainaut, vers Namur et en partie vers Charleroi au travers des différentes implantations. Mais c'est un autre modèle que le modèle industriel évidemment. C'est un modèle qui est plus à la hauteur de ce qu'on appelle aujourd'hui « la société de la connaissance ».

À la même époque, en 68, dans « le camp d'en face », l'ULB aussi se scindait...

Effectivement, et pour les mêmes raisons. Le divorce UCL-KUL tombe le 6 juillet 1968 et le 13 décembre, l'ULB décide de se dédoubler avec la création de la VUB. La VUB qui va disposer, elle aussi, de moyens financiers et de terrains fonciers à des prix très concurrentiels sur le campus de la Plaine. L'attention des différents ministres aux différentes universités fait qu'il y a eu des compensations et que l'équilibre s'est maintenu. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

Philippe Destatte

Philippe Destatte est directeur général de l'Institut Destrée où il co-anime le Centre interuniversitaire d'Histoire de la Wallonie et du Mouvement wallon qu'il a fondé en 1987. Il enseigne l'Histoire de Belgique à l'Université de Mons ainsi que la prospective et ses méthodes aux universités de Paris Diderot - Paris 7 et Reims Champagne-Ardenne.